

# COURRIER

de la République

Fin de parcours terrestre d'un patriarche



**Le Général Séyi Méméne, une vie pleine et riche.**

Edition 577 du Lundi 23 Novembre 2020 Analyses - Enquêtes - Informations générales

## Ces postes au frais qui attendent preneurs



## Direction de Cabinet du PR, Présidence de l'UL, Direction INAM, Services Généraux OTR...

**Infernale cadence de la tenue des conseils des ministres**

**Qu'est-ce qui détermine au juste ces rencontres hebdomadaires ?**

**Résultats catastrophiques des Eperviers**

**Claude Leroy "flingué"; la part de responsabilité de la FTF royalement ignorée**



**Succession de Kélani Bayor au CNO-TOGO**

# Ça démarre mal

**Corruption, trafic d'influence, chantage, achat de consciences etc**

**Un cocktail très explosif**



Fin de parcours terrestre d'un patriarche

# Le Général Séyi Méméne, une vie pleine et riche

L'année 2020 est celle mortifère qui emporte des illustres fils, des références, des témoins de l'histoire de notre pays le Togo. C'est en effet une série de rappels à Dieu inattendus et les cibles de dame mort semblent être toujours ces hommes qui ont marqué une certaine époque. Il faut reconnaître que les amalgames ne doivent en aucun cas entacher ces décès. Ceux qui essayent de lier ces rappels à Dieu à une certaine malédiction que quelqu'un a proféré ont tous faux. Ceux-là aussi qui s'aventurent sur le terrain des chapelles politiques font des rapprochements dénudés de toute logique.

Edem Kodjo,Yawovi Agboyibo, Kpabré Arouna, Tèvi-Bénissan, Fambaré

Natchaba, André Johnson et Séyi Méméne le samedi dernier, il faut prendre la fourchette d'âge de ces illustres disparus pour comprendre qu'à l'exception de Kpabré, c'est des hommes dont les âges sont compris entre 70 et 80 ans. En Afrique noire, ceux qui atteignent ces âges avant leur rappel à Dieu, on dit d'eux qu'ils sont «rentrés».

Certes, les Togolais auraient souhaité les avoir avec eux pendant de nombreuses années encore, mais le verdict du Souverain ne se négocie point. Paix à leurs âmes. Dieu a donné et il a repris. Que sa volonté se fasse dans nos vies !

S'agissant du Général Séyi Méméne que les Togolais pleurent aujourd'hui, l'homme a eu une très riche



carrière. Ça se compterait du bout des doigts ceux qui peuvent prétendre avoir approché la carrière pleine et entière de ce Général.

Du simple soldat de l'armée coloniale française, Séyi Méméne a gravi tous les échelons pour être un officier général. Après les généraux

Eyadema, Améyi, Bonfoh, c'est Méméne et Gnofam qui ont intégré ce cercle très selecte et prestigieux des Généraux de notre pays.

Plusieurs fois ministre de la République, DG de la douane, de la police, intendant des FAT, président de la FTF, vice-président et prési-

dent d'honneur de la CAF, le général Séyi Méméne est une bibliothèque de notre pays. Toujours posé, il ne monte jamais la voix. Son regard perçant est un signe extérieur de l'assurance qu'il dégage. Toujours de blanc vêtu, l'homme mettait tous ceux qui lui rendent visite à l'aise. Il a toujours une anecdote qu'il partage avec ses visiteurs. Patriarche de la communauté Tèm et musulmane du Togo, son mot compte dans certaines décisions à prendre. A part son épouse, celui qui a partagé avec lui ces dernières années de son recul est le ministre Gado Soulemane.

Repose en paix cher Papa et qu'Allah t'accorde le repos des Justes !

T.M.H

Inquiétant rapport de l'OPALS dans le secteur de la santé

## Les faux médicaments, une sérieuse menace pour la santé publique

*Le secteur de la santé est confronté à des multiples épreuves. Hormis la pandémie à coronavirus qui aujourd'hui fait déjà plus de 1 350 000 morts à travers le monde, l'on peut affirmer à juste titre que les faux médicaments font aussi des morts notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Les industries de production de faux médicaments tournent et nos populations par ignorance ou par manque de moyens font toujours recours à des médicaments de la rue qui s'avèrent être très dangereux pour la santé humaine. Ainsi, selon l'OMS, plus de 72 000 enfants meurent chaque année d'une pneumonie traitée avec des antibiotiques falsifiés et l'international policy network estimait en 2009 que les faux antipaludiques et faux antituberculeux seraient à l'origine de la mort de 700 000 personnes par an. Encore, faut-il ajouter que le commerce des faux médicaments est plus rentable que celui de la drogue et est à plus de 200 milliards de dollars en 2011.*



C'est fort de ce constat amer que l'Association PanAfricaine de Lutte pour la Santé (OPALS) qui a pour cible la santé de la mère et de l'enfant, et l'Ordre National des Pharmaciens du Togo en appui avec le gouvernement togolais ont mené une enquête dans la préfecture de Yoto sur un échantillon de 404 médicaments de lutte contre le pa-

ludisme recueillis auprès des ménages. Cet échantillon composé d'antipaludéens dans le cas de la fièvre, d'antipyrétiques, d'antidouleurs et d'antiinflammatoires furent analysés en 2019 par le laboratoire de contrôle indépendant pré-qualifié par l'OMS, le CHMP. Les résultats après analyse sont sérieusement très inquiétants. « La majorité des échantillons ne contient pas les principes actifs au

dosage attendu. Le principe actif est le plus souvent fortement sous-dosé ou absent. Et, dans plusieurs cas, aucun principe actif n'est retrouvé, ou le principe actif contenu dans le comprimé n'est pas celui attendu ou inscrit sur la boîte ». C'est ainsi que pour le sulfadoxine-pyriméthamine et le quinine, 100% sont sous-dosés ; 99% des échantillons sont sous-dosés et contiennent 43% d'arthémether. Aussi, pour le paracétamol /diclofénac, 60% ne contiennent aucun principe actif.

Ce sondage réalisé a prouvé que les populations togolaises notamment celles de la préfecture de Yoto font usage de médicaments falsifiés pour leur traitement sanitaire. Ce qui a conduit les

responsables de l'OPALS devant la presse et autres personnes ressources pour discuter des résultats de l'enquête en vue de leur restitution à l'endroit des populations. La rencontre tenue à l'auberge de la mairie de Tabligbo le jeudi 19 novembre a permis aux journalistes de s'outiller suffisamment sur les médicaments falsifiés dans le but de sensibiliser les populations sur le danger qu'elles courent en les consommant. C'est ainsi que M. Samboe Giscar, représentant légal de l'OPALS au Togo, a lancé un message fort à l'attention des populations les invitant à ne pas acheter les médicaments de la rue ou d'origines douteuses. Par la même occasion, il estime que l'OPALS est prête et engagée à accompagner les autorités sanitaires du Togo pour la ratification de la convention médicrime du conseil de l'Europe, une convention qui punit les trafiquants de faux médicaments dans le monde. Les médicaments de rue ne sont pas bons pour la santé et leur fabrication ne répond à aucune norme pharmaceutique.

En rappel, l'OPALS est fondée en 1988 pour mettre à



la disposition des pays du sud des traitements contre le VIH disponibles au Nord. En outre, elle est très engagée dans la lutte contre les faux médicaments et leurs conséquences dramatiques sur la santé des populations et cela s'exprime à travers des formations à l'endroit des professionnels de santé particulièrement en Afrique francophone.

Toutefois, l'idéal de la lutte contre les faux médicaments serait forcément la couverture universelle et le ministère de la santé doit y veiller.

Vivement que cet appel très salutaire ne tombe pas dans les oreilles de sourds.

Sad Ezotou

Ces postes au frais qui attendent preneurs

## Direction de Cabinet du PR, Présidence de l'UL, Direction INAM, Services Généraux OTR

Les conseils des ministres attirent beaucoup les Togolais, pas forcément à cause des communications et autres sujets qui sont abordés. Ces rendez-vous hebdomadaires des membres de l'Exécutif focalisent toutes les attentions pour des éventuels décrets de nominations qui pourraient être pris. Il y a des postes qui sont vacants et qui attendent des preneurs éventuels bien nombreux dans les starting-blocks. Des postes de prestige, il y en a surtout après la formation de l'équipe Tomégah-Dogbé. Il serait bien prétentieux de la part de notre rédaction de faire un état des lieux vraiment exhaustif de ces postes qui sont mis au

frais et qui attendent les preneurs. Là encore, on ne se décrète pas en mesure d'assumer ces charges, mais seul le faiseur de ministres, de DG et autres a le pouvoir de décider à qui reviendrait ci et ça. Et ce faiseur est le président Faure.

Depuis que Mme Tomégah-Dogbé est nommée Premier ministre, il y a la direction du cabinet du président de la République qui continue de fonctionner sous les directives de l'ancienne directrice de cabinet. On ne va pas banaliser certaines fonctions. Il faut leur donner de la valeur. Et il serait plus qu'anormal que le Premier ministre soit aussi la directrice de cabinet. Ça fait un grand dé-

sordre et ça laisse choir le prestige des deux fonctions. Nous estimons qu'on ne va pas banaliser certaines charges de la République. La ministre du développement à la base continue de gérer l'INAM comme la Directrice Générale. Ça ne



sonne pas du tout bien et cela ne présage pas d'une réelle optimisation des résultats attendus de la part de ceux ou celles qui assument plus de deux charges.

C'est également la situation identique qui prévaut à la présidence

de l'Université de Lomé. Le prof Dodzi Kokoroko ministre des enseignements primaire, secondaire et de l'artisanat doit forcément passer la main à un autre pour les hautes charges de président de cette importante institution qu'est l'UL.

Que dire de l'Office togolais des recettes (OTR) ? L'actuel Commissaire général reste et demeure le Commissaire des Services généraux. Il se pose un réel problème d'éthique. Comment comprendre que Philippe TCHODIE soit CG et Commissaire des Services généraux en même temps ? L'OTR par ce fait anodin, mais plein de sens ne saurait en aucun cas être le creuset de l'orthodoxie dans la gouvernance.

Il y a cet impérieux besoin de revoir le fichier des agents de la fonction publique. Des commis continuent de s'accrocher à leur poste en dépit de leur retraite. On passe même par des canaux sinueux pour signer des contrats de longues durées à ces retraités qui pensent à tort que sans eux, rien ne marcherait. C'est la guerre que le ministre Bawara doit mener pour permettre aux éternels chômeurs de goûter à des emplois durables avec une assurance pour les jeunes d'avoir un plan de carrière et non cette histoire de volontariat avec le risque d'abrèger aussi vite les délices auxquels on prend goût.

«Gouverner autrement» passe par la lutte contre ces doubles voire triples emplois par certains commis qui croient connaître le centre de gravité du pays.

T.M.H

Infernale cadence des conseils des ministres

## Qu'est ce qui détermine au juste ces rencontres hebdomadaires ?

Le rendez-vous hebdomadaire que se donnent les membres de l'équipe gouvernementale autour du Président de la République devient régulier. Les conseils des ministres qui se passaient très rarement au point même d'alimenter certaines fois des débats s'enchaînent à une cadence soutenue depuis que l'équipe de Mme Victoire Tomégah-Dogbé a été mise sur pied.



Le spectacle du Président Faure portant un masque au milieu de ses ministres nous devient familier. Mieux encore, le relais de l'information est, même instantané avec un compte rendu du contenu de la rencontre à la portée de tous. Certainement que c'est un autre pan de la «gouvernance autrement» promise par la cheffe du gouverne-

ment. Ainsi, au-delà de la régularité des conseils des ministres, le citoyen lambda se pose un tas de questions sur ce qui motive les conseils de ministres. Il y a quelques mois en arrière sous Klassou, ces conseils se faisaient une fois tous les trimestres et certaines fois même pas. Qu'est-ce qui a changé avec Mme Tomégah-Dogbé ? Et

pourtant, les sujets dignes d'intérêts n'ont jamais manqué, des crises majeures ont eu à naître sans qu'on n'observe aucun empressement des membres du gouvernement à se réunir pour nous en faire un point après.

Le tandem Faure-Dogbé surprend plus d'un. Est-ce que la cheffe du gouvernement est celle-là que Faure atten-

dait pour que l'électrochoc ait lieu dans les habitudes que nous vivons depuis plus de quinze (15) ans ? D'autres qui ne comprennent pas cette ferveur naissante mettent cela sous le sceau de la pandémie à la Covid-19 qui empêche les voyages et qui cloue sur place les premières autorités du pays au point de les amener à se rendre disponibles.

Tout compte fait, ce qui importe et qui suscite des espoirs quant à une prise en compte des préoccupations du peuple se retrouve dans les différentes décisions qui sortent de ces rendez-vous hebdomadaires.

Vivement que ça dure et que ça ne se limite pas au folklore ni à un «one man show» de la tête de l'exécutif.

Ben Tchak

Remous intempestifs dans les secteurs de la santé et de l'éducation

## Non aux saupoudrages inconsistants en lieu et place des accords durables

Les secteurs de la santé et de l'éducation n'ont jamais connu des agitations intempestives que ces cinq dernières années. Il se fait que les Togolais vivent à leur corps défendant le même feuilleton avec presque les mêmes épisodes chaque année. Que ce soit du côté du SYNPHOT ou celui des autres syndicats, il y a comme un enlèvement de la situation avec toujours les mêmes revendications. On a constamment cette impression d'assister à du réchauffé. Si ce n'est pas le meilleur traitement des agents de la santé ou de l'enseignement, c'est l'équipement de ces structures sanitaires qui est mis au devant des revendications. Et pourtant ! Toutes les fois que le mercure monte dans le thermomètre, les représentants des syndicats et ceux du gou-



vernement se retrouvent pour trouver des solutions. Finalement, l'on se demande sur quoi ces beaux messieurs s'accordent quand ils se retrouvent autour de ce qu'on appelle au Togo «*autour de la table du dialogue*».

Les problèmes posés sont-ils sans solutions ? A-t-on cette envie d'en finir effectivement avec ces remous qui braquent les attentions



quand les tons sont donnés ? Les négociations achoppent-elles sur quoi ? Quand on nous fait savoir qu'on est sorti du tunnel avec un accord signé et que la sérénité doit revenir, pourquoi la mise en œuvre de la feuille de route ou de l'accord cause-t-elle problème ? Est-ce la volonté d'une partie de mettre des grains de sable dans la machine ? S'évertue-t-on à



donner des interprétations tendancieuses autour de ce qu'on a scellé librement ? La tête de l'Exécutif doit taper du poing sur la table pour mettre dans une discipline durable cette chienlit qui s'installe dans ces deux secteurs. Nous refusons de croire que la hauteur requise ne puisse pas être prise pour assainir de façon responsable ces secteurs dont les revendications sont légitimes.

Est-ce que ça ne freine pas des ardeurs que tous les ans, les mêmes problèmes soient posés ? Il faut passer un autre cap, il y a urgence d'apporter les bonnes réponses aux problèmes posés pour ne pas donner l'impression d'être totalement dépassé par la gestion des affaires publiques. Il faut crever l'abcès et vider le pus qui empêche la mobilité de façon durable dans les domaines de la santé et de l'éducation. La volonté affichée par la cheffe du gouvernement de « gouverner autrement » doit aussi s'inscrire dans cette logique de trouver par la voie du dialogue des solutions durables aux nombreux problèmes souvent soulevés. Cela passe par la sincérité, la bonne foi et le respect des accords signés sans aucune volonté de jouer aux fourbes.

CR

### Agriculture togolaise

## Au-delà de l'autosuffisance alimentaire, un secteur pour créer des emplois

La cheffe du gouvernement, lors d'une de ses toutes premières sorties médiatiques pour annoncer ce que le gouvernement compte faire, a donné les priorités qui sont entre autres la création de 500 000 emplois dans les deux premières années à venir. Quelle audace ! Tous ces milliers d'emplois en si peu de temps ? Comment compte-t-elle s'y prendre pour donner suite à ce pari qui paraît très osé ? Il faut reconnaître que Mme le premier ministre en faisant cas de créer 500 000 emplois a comme levé le voile sur un sujet tabou qu'est le taux de chômage dans le pays. Des pourcentages pas très sincères qui ne reflètent pas la réalité ont été avancés alors que s'il faut se référer aux vrais chiffres, chaque année, de nouveaux diplômés viennent grossir dangereusement le flot des chômeurs déjà existant. Cela rend la courbe du chômage très inquiétante et il faut une thérapie forte pour absorber une bonne partie de ces diplômés. La vérité crachée par la cheffe du gouvernement sur l'incapacité de l'administration à pouvoir offrir de l'emploi à tous ces chômeurs vient



à point nommé sortir certains de leur rêve. Il faut aujourd'hui que les esprits soient reformatés pour que les diplômés comprennent qu'ils ne sont pas forcément destinés à l'administration publique.

### L'agriculture, l'adresse sûre

«La terre ne trompe pas» c'est un slogan qui a toujours été fredonné sans que les uns et les autres n'arrivent à cerner le vrai sens. L'agriculture a toujours été perçue comme un secteur réservé à ceux qui n'ont pas réussi dans la vie. Il y a des idées arrêtées qui font de ceux qui travaillent la terre, des sous hommes, des moins que rien, des ratés de la société. L'Etat a aussi contribué à faire de l'agriculture un sous-secteur animé par la



«racaille». Du temps de nos arrières-grands parents jusqu'à aujourd'hui, ceux qui travaillent la terre n'ont jamais été riches, n'ont jamais mené une vie aisée. Ce qui pousse les jeunes qui voient cette misère s'installer et dans laquelle leurs parents pataugent et végètent à détester ce noble travail. L'autre fait qui ne pousse pas à un mieux-être dans le secteur se rapporte à tous ces jeunes qui sortent des Ecoles d'agronomie qui, malheureusement deviennent des professeurs de mathématiques, de sciences physiques ou de sciences naturelles.

Face à l'urgence constatée, ce secteur peut être la bonne adresse à l'instar des pays aujourd'hui appelés industrialisés, la création des emplois peut venir de là. Le secteur primaire peut-être

cette adresse sûre, ce creuset inespéré pour le premier ministre de donner une bonne suite à ses envies de créer 500 000 emplois. Il faut alors que le Togo soit désormais un pays où l'agro-industrie devienne une réalité. Nous apprenons que le Togo exporte du soja, des ananas, du café, du cacao, du coton etc, quelles unités industrielles a-t-on installées sur place qui transforment ces produits ? Il faut créer des fermes d'élevage pour produire du lait, du fromage et les autres dérivés. Le Togo ne doit plus se contenter d'être le pays qui approvisionne les autres pays en matières premières. Le Togo dispose de nombreux espaces qui peuvent servir à la culture du riz. Ainsi, les milliards déboursés pour des commandes nous venant des pays asiatiques

pourraient en partie être consommés par les producteurs locaux. La dynamique lancée avec faste sur le «consommer local» est une réponse pour valoriser les produits locaux dont ceux venant de nos braves paysans. Quelles sont les études qui ont démontré que le Togo ne peut pas produire des oignons et que tout doit nous venir du Niger ? Qu'est-ce qui prouve que les tomates en saison sèche doivent toujours nous venir du Burkina-Faso ? Les oranges dites saisonnières doivent être déversées sur le marché togolais par les commerçants béninois et ghanéens ? Qu'est-ce qui prouve que les pommes de terre de Danyi sont de moindre qualité que celles qui nous viennent de l'Europe ?

Les paradigmes souvent utilisés qui jettent du discrédit sur les produits locaux doivent être revus.

Créer 500 000 emplois en deux ans, ce n'est pas impossible. Le secteur primaire mieux exploité peut absorber plus de la moitié de cette prévision faite. C'est juste une question de canalisation des vocations et une reconversion des mentalités.

TMH

Succession de Kélani Bayor au CNO-Togo

## Ça démarre mal !

### Corruption, trafic d'influence, chantage, achat de consciences etc Un cocktail explosif et nuisible pour l'esprit olympique

Le Comité national olympique togolais va renouveler son bureau et ce serait à l'issue d'une Assemblée générale élective. La situation d'avant ce rendez-vous électoral n'est pas des plus sereines tant il y a de lugubres individus qui sont prêts à user de toutes les voies même les plus déloyales et les plus iniques pour trôner haut à la tête de cette institution dont l'importance n'est plus à démontrer.

On voyait venir ces gens qui sont prêts à toutes les compromissions pour arriver à leurs fins. Le tripaillage des textes était l'élément annonciateur de ces faits tordus qui se préparaient. Aujourd'hui, il y a lieu de donner l'alerte pour que le collège électoral distingue les bonnes graines de l'ivraie afin d'éviter de faire sombrer

cette institution qui reflète l'image du sport dans notre pays à un très haut niveau. L'on a de bonnes raisons de tirer sur la sonnette d'alarme parce que le pire se précise ; cela serait préjudiciable à tout le sport et notre silence s'assimilerait à une onction donnée à ceux-là qui usent de tout pour porter la fatale estocade au fonctionnement que l'on souhaite au CNO-Togo.

#### Ces vices étalés en vertus pour appâter

L'appât est trop gros pour échapper au sens de discernement et à la raison des uns et des autres. Tout passe pourvu qu'on arrive à ses fins le jour du vote. C'est ainsi que l'achat de consciences a déjà commencé avec des promesses. Des véhicules neufs Toyota-Fortuner promis à ceux qui voteraient pour mon-



sieur X. Quand on a cette ruilante voiture, il faut avoir un peu d'argent pour changer son train de vie. Et monsieur X a pensé à tous ces détails et mettrait des enveloppes de cinq (05) millions de nos mignons CFA à ceux-là qui le feront «roi». Qu'est-ce qu'il y a dans le poste du président de CNO-Togo pour faire ces promesses farfelues ? si on aimait

vraiment le sport, on n'attendrait pas cette élection pour étaler sa générosité. On financerait des activités sportives de façon désintéressée. Et ces promesses de fou ne suffisent pas. On met aussi dans la balance le trafic d'influence. C'est ainsi que nous apprenons que certains candidats s'affublent l'étiquette de candidat

du «pouvoir». Tantôt c'est tel général qui est derrière moi, tantôt tel DG et sous peu, on va se proclamer, le candidat de Dieu. C'est le trafic d'influence doublé de chantage car on use de l'aura de ces personnalités pour mater le moral des esprits fragiles. Tout ce qui brille n'est pas de l'or, dit-on. Occuper tel poste passe par un programme. Qu'est-ce qu'on vient pour faire pour l'éclat du CNO-Togo à l'international ? Qu'est-ce que les athlètes vont avoir comme changement dans l'exercice de leurs activités sportives, comment assurer le triomphe des couleurs nationales par le sport tant en interne qu'en externe, voilà, les défis nous semblent bons à relever.

Le CNO-Togo n'a pas besoin des sieurs adeptes du bling-bling, il faut des gens au profil calme, humble, courtois, avoir le sens de l'écoute des autres, être un technicien qui a confiance en soi. Quand on estime qu'on est le candidat de telle autorité, ce qui suppose qu'on n'a point confiance en soi et qu'on veut s'appuyer sur autrui pour paraître ce qu'on n'a jamais été.

Pour remonter plus haut, même le Président de la République n'a jamais promis véhicules et grosses enveloppes à ceux qui voteraient pour lui. Il soumet son programme et c'est le contenu qu'on juge pour que la différence se fasse le jour du vote. D'ailleurs, c'est une insulte à l'intelligence de ceux et celles qui composent le corps électoral qu'on opte les «acheter» avec des brillants. Ne valent-ils pas plus que ça ? il appartient au collège électoral de jouer la bonne partition pour que le cocktail qui se prépare ne se fermente pas dangereusement pour donner lieu à une explosion dont les conséquences seront considérables pour le sport togolais.

Ben TCHAK

### Résultats catastrophiques des Eperviers

#### Claude Leroy flingué, la part de responsabilité de la FTF royalement ignorée

Le football togolais traverse un sale temps. Les Eperviers sont devenus ces quatre dernières années les petits jouets des autres équipes nationales. Ceux qui ne savaient même pas chausser les crampons quand les Togolais connaissaient déjà la gloire, veulent, absolument avoir les Eperviers dans leur poule pour les «massacrer». Tout le peuple togolais en général et les amoureux du ballon rond en particulier assistent les cœurs meurtris à ce passage à vide qui dure pour eux une éternité. Dans ce cas d'espèce, l'on n'a pas besoin de passer par des détours pour trouver le coupable. Et ici, les doigts accusateurs sont pointés en direction du sélectionneur français, Claude Leroy. C'est ainsi que tout le monde demande la tête du technicien français, tous veulent que Leroy libère «l'otage» appelé football qu'il a pris. Oui, sa part de responsabilité est établie et plus qu'avérée. Mais, ne faut pas oublier aussi de reconnaître que le bureau du



président Akpovy porte une lourde part dans le parcours chaotique actuel des Eperviers aux résultats bien minces que le fil d'un rasoir. A la Fédération, on se poulèche les babines avec un plaisir vicieux que le vieil entraîneur prenne seul les flèches empoisonnées. Pour notre part, la bande au colonel Akpovy est plus responsable que Leroy. En effet, quand le Français est arrivé, quels sont les objectifs que la FTF lui a assignés d'atteindre ? Quelle est la feuille de route qui lui avait été soumise ?

Oui, il est trop facile de se dédouaner en disant que le cas Claude Leroy dépasse de



loin les compétences de la FTF. Oui, Faure a fait venir le Français mais qu'est-ce que Akpovy et son équipe lui ont soumis comme résultats à atteindre connaissant mieux que Leroy les problèmes qui empêchent l'éclosion sur la scène continentale des Eperviers ? D'ailleurs, la gestion du football togolais ne nous surprend pas du tout. Quand on arrive à la tête de la Fédération par effraction sans aucune envie, ça se sent. Claude Leroy est dépassé mais que dire de la clique à Akpovy ? Elle est comme liquéfiée, sans aucune envie et pouvoir de faire inverser la

tendance actuelle. Même si Leroy est l'émanation de la volonté du président Faure, quand est-ce que la FTF est allée proposer un plan de riposte au Président de la République pour redresser la barque du football qui prend de l'eau ? Ils sont là plutôt amorphes, ils ne sonnent pas la révolte, ils jubilent de voir Claude Leroy seul prendre les coups. La nouvelle dynamique dont on est porteur et qui est appelée «Nouvel Elan» est une somme de déceptions, la totale bérézina. Akpovy était-il l'homme de la situation pour le redressement du Football ? pas si sûr. Il partira comme il est arrivé sans fanfare ni trompette en petits pointillés, la tête basse, la queue dans les pattes.

C'est dommage pour notre seul élément fédérateur. Claude Leroy peut rendre le tablier, ce ne serait pas fini car Akpovy et les siens sont un véritable désert d'envie.

TMH

Consommer local

**«Les habitudes ne pourront pas changer en l'espace d'un mois», surtout avec les costumes et les champagnes**

Promouvoir la consommation des produits locaux paraît une géniale trouvaille. Au-delà du simple fait d'amener les Togolais à s'attacher aux productions locales, il y a cette envie non seulement de montrer que les «made by Togo» ne relèvent pas du déchet en matière de qualité, mais de la détermination de titiller la fibre patriotique pour voir tout le potentiel dont regorge le savoir-faire togolais s'éclore. Curieusement, les «inventeurs» du «consommer local» ne semblent pas être les bonnes références. De par leur manière de faire, ils ne donnent pas le bon exemple et pire encore, leur attitude tranche avec ce qu'ils professent. Ils sont dans la logique de : «faites ce que nous vous disons de faire, mais ne copiez pas ce que nous faisons». Les Togolais d'une certaine catégorie sociale sont devenus les «cobayes expérimentaux» pour asseoir un concept.

Le ministre Adédzé qui est le promoteur de ce concept dont notre souhait est de le voir devenir un idéal a dit que les habitudes ne pourront pas changer en l'espace d'un mois. Quel pertinent constat ! Oui, même pendant plusieurs années, ce défi de consommer local ne pourrait être relevé. Et pour cause, les chantages qui promeuvent la chose ne sont pas les bonnes adresses. Ils sont plus en mode mimétisme que dans la posture requise pour faire des émules. Nous nous demandons si nos ministres et autres responsables du Togo peuvent renoncer à leurs costumes, à leurs tailleurs et autres tenues griffées par les grands couturiers européens pour nos tissus imprimés,



les cotonnades de nos braves tisserands ? Nos ministres, DG, chefs services, le PR et la PM sont-ils prêts à s'habiller comme les premières autorités du Burkina-Faso ? Quand on sait qu'entre temps le Togo était classé parmi les tout premiers en Afrique à importer du champagne. Peut-on se faire cette violence d'abandonner pour un temps les costumes au

profit de tenues confectionnées par nos artisans ? Les champagnes, les vins et les autres liqueurs peuvent-elles faire place aux boissons brassées par nos unités de production ?

Les habitudes ont la carapace dure, dit-on et ce n'est pas le Togolais moyen qui doit être sensibilisé sur le «consommer local», mais les mêmes

qui nous invitent sans être les bons exemples. C'est du bruit pour rien, c'est une autre trouvaille pour distraire que pour faire vraiment sérieux et sincère.

A certaines cérémonies officielles, les gens qui viennent parés à l'occidental trouvent leur compte au niveau même du protocole que ceux qui arrivent en «batakali», en

bazin et autres. C'est la triste réalité qui tranche à tout point de vue avec ce qu'on tente de faire pour distraire et capter certains esprits naïfs.

La consommation des produits locaux n'est nullement un signe extérieur de pauvreté, mais plutôt, un acte patriotique qui a des incidences sur l'économie nationale.

**Rachid TCHAK**

Foire internationale de Lomé

**Le rendez-vous qui manque déjà aux Togolais**

Le rendez-vous annuel qu'est la Foire internationale de Lomé devrait normalement connaître en cette période, sa pleine animation. Pour cause de crise sanitaire liée à la Covid-19, cet important rendez-vous a dû être annulé. Ce fut également le cas il y a quelques années en arrière au plus fort moment d'Ebola.

Il faut reconnaître que le public loméen en particulier et les Togolais dans tout leur ensemble ont plus qu'intégré cette grande quinzaine des affaires dans leur habitude. Pour cette fin d'année, le DG Kueku-Banka Johnson et son staff sont obligés de mettre les cadenas aux entrées des stands en respectant les consignes édictées par le gouvernement pour freiner la con-



tamination à la Covid-19.

Ce qu'il faut retenir, c'est le vide créé par la non tenue de cet événement. Normalement, la foire annonce les couleurs des fêtes de fin d'année, les Loméens et des Togolais venus d'autres horizons raffolent aller visiter la foire, les produits qui y sont exposés et éventuellement faire les achats.

A situations exceptionnelles, il faut mettre au point des dispositions exceptionnelles et celles-ci auront eu raison de ce rendez-vous d'échanges, de promotions et de ventes. Les pays amis qui viennent animer la foire doivent percevoir cette fin d'année sans foire comme une année inachevée.

En privilégiant la

santé, la vie, le CETEF démontre avec élégance que la bonne santé des exposants et des visiteurs passe avant toute logique de faire les affaires. Si ce rendez-vous est regretté par les Togolais, si cette foire de Lomé a aussi créé un vide, alors il appartient à toutes et à tous d'adopter des comportements responsables qui vont bouter la Covid-19 de notre territoire. Il faut aussi que de par ces tenues responsables, l'on freine la contamination qui devient franchement inquiétante.

S'il plait à Dieu, 2021 sera une autre année avec la normalisation de la situation sanitaire avec éventuellement la tenue de la foire.

**CR**

Transition aux Etats-Unis

**Donald Trump met Emily Murphy dans les pattes de Joe Biden**

Une obscure fonctionnaire d'une administration de seconde zone est devenue le nouveau visage du chaos politique post-électoral aux États-Unis. La cheffe de l'Administration des services généraux (GSA), Emily Murphy, se serait bien passée d'être critiquée par la quasi-totalité des experts en droit américain, de s'être attirée les foudres de quatre anciens ministres américains de la Sécurité nationale ou encore de se faire appelée le larbin de Donald Trump qui « ignore son devoir envers le peuple américain », par Walter Shaub, l'ex-directeur de l'Office of Government Ethics.

La patronne de l'Administration des services généraux, Emily Murphy, est l'obstacle inattendu qui empêche la transition entre Donald Trump et Joe Biden de démarrer. Elle illustre à quel point un rouage de l'administration peut faire dérailler le processus démocratique américain.

Cette femme, dont le rôle principal est de gérer tout l'immobilier de l'État, est

accusée de bloquer, à elle seule, la transition entre l'administration de Donald Trump et l'équipe du président élu, Joe Biden. Quel rapport entre les bâtiments publics ou les bureaux des diverses administrations et la passation de pouvoir ?

**Obstination «dangereuse»**

Le patron de cette agence signe, traditionnellement, le document qui donne le coup d'envoi au processus de transition. Il s'agit de «l'ascertainment» qui ouvre, en substance, les portes des différentes administrations aux hommes du président élu avant même son entrée officielle en fonction en janvier. Il autorise les fonctionnaires des autres services à coopérer avec l'équipe de transition, donne accès à des bureaux sécurisés pour consulter les documents confidentiels, passer des coups de fils à des dirigeants étrangers et pour être briefé sur les dossiers sensibles relevant de la sécurité nationale.

Cerise sur le gâteau, la signature de ce document



débloque aussi environ 6 millions de dollars mis à disposition du président élu afin de lui permettre de commencer à organiser sa future administration. Des fonds qui pourraient, par exemple, permettre à Joe Biden de pourvoir une partie des 4 000 postes de fonctionnaires vacants, souligne Walter Shaub dans un article au vitriol publié, jeudi 19 novembre, dans le magazine New York Review.

**Il en va aussi de la sécurité du pays**

Et Emily Murphy refuse obstinément d'apposer sa signature en bas de ce document essentiel depuis plus de

dix jours. Elle jouerait «un jeu dangereux», affirme Walter Shaub. En pleine pandémie de Covid-19, qui a déjà coûté la vie à 250 000 Américains, ce refus de reconnaître l'issue du vote empêche le président élu et son équipe d'avoir accès à des informations qui pourraient s'avérer essentielles pour mettre en place une stratégie sanitaire. «La crise que Joe Biden va devoir affronter en arrivant au pouvoir est massive et il est impératif qu'il puisse commencer à se préparer au plus vite», regrette CNN.

**Bosseuse ou «loyaliste» jusqu'au-boutiste ?**

Cette obstination révélerait, en fait, le vrai visage d'Emily Murphy, estime CNN. Elle s'est toujours présentée comme un simple rouage de l'administration, contente de rester au second plan. Lors de son audition devant le Sénat pour valider sa nomination, en 2017, elle s'était décrite comme «une bosseuse» qui préfère faire «profil bas» et travailler dans l'intérêt général. Les politiciens, y compris dans le camp démocrate, qui ont eu affaire à cette ancienne avocate ayant fait une partie de

sa carrière au sein de l'Administration des services généraux sous George W. Bush, l'avaient tous trouvée «sérieuse et professionnelle», rappelle le Washington Post. Mais la crise actuelle démontrerait qu'elle est, avant tout, une «loyaliste» jusqu'au-boutiste prête à bloquer le processus démocratique pour plaire à son patron de président qui continue à affirmer être le véritable vainqueur de l'élection, juge Walter Shaub. Ce dernier souligne qu'il y avait eu des signes annonciateurs. En 2018, c'est elle qui avait bloqué le déménagement du FBI de ses locaux en plein cœur de Washington. Un changement d'adresse qui déplaisait à Donald Trump, car il libérait un immeuble qui pouvait, potentiellement, être transformé en un hôtel de luxe concurrent à côté de son célèbre Trump International Hotel, l'un des bijoux de son empire immobilier, avait conclu une commission d'enquête de la Chambre des représentants.

Au-delà du simple cas d'Emily Murphy, cette situation démontrerait qu'il y a quelque chose de pourri au royaume de la démocratie américaine, estime l'ancien sénateur républicain Jim Talent. «Il est quand même insensé que, dans les faits, la responsabilité de valider le résultat de l'élection présidentielle repose sur les épaules de la personne qui s'occupe de gérer l'immobilier du gouvernement, c'est-à-dire celui qui, dans les faits, décide des fournitures à acheter pour les bureaux de l'administration !».

ANGLETERRE - Premier League

**Tottenham - Manchester City (2-0)**

Puni d'entrée par un Tottenham ultra réaliste, Manchester City a fini par céder à force de se montrer si maladroit (2-0).

Aligné en numéro 10 derrière Kane et aux côtés de Son et Bergwijn, Ndombele a donné raison à Mourinho. A l'aise sur chacune de ses prises de balles, l'ancien Lyonnais a trouvé la faille dès les premières minutes. Sa passe pour Son dans le dos de la défense des Citizens a permis au Sud-coréen d'ouvrir le score (1-0, 5e). Sa prise de risque à la relance est à l'origine d'une superbe action des Spurs conclut par un but de Kane logiquement refusé pour hors-jeu. Affûté physiquement, le milieu de terrain a su faire parler son jeu de corps dos au but pour conserver les ballons. Face au jeu, il s'est aussi montré capable de porter le ballon pour faire remonter son équipe et



jouer avec son avant-centre. Il a cédé sa place à Lo Celso (65e), deuxième buteur du soir, après un match plein.

Symbole d'une équipe capable de tirer 22 fois sans marquer, Gabriel Jesus s'est montré trop peu dangereux à la pointe de l'attaque de City. Peu après l'ouverture du score, il sort maladroitement du cadre une tentative de De Bruyne qui aurait pu relancer la partie (9e). Dominé au

duel par Alderweireld et Dier, le Brésilien a eu du mal à se montrer. Sans rythme et sans appel tranchant, il a aussi été trop hésitant sur ses quelques ballons jouables au cœur de la surface. Ses tentatives de dribbles ou de passes en retrait dos au but ne ressemblaient pas aux gestes d'un buteur en confiance. Domage qu'il contrôle le ballon de la main sur le but refusé à Laporte (27e).



# KFB Group

KNOWLEDGE FARMING BUSINESS

*L'allié sûr de l'agriculture  
d'aujourd'hui et de demain*

**Tel: (228) 92 42 42 73**